



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

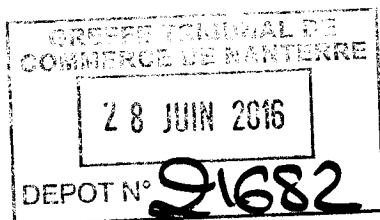
Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 02256

Numéro SIREN : 818 931 750

Nom ou dénomination : AIT INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 28/06/2016 sous le numéro de dépôt 21682



AIT INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros

Siège social : 97, Ter rue de Bellevue

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

R.C.S. NANTERRE 818 931 750

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDIN

DES ASSOCIES DU 24 JUIN 2016

L'an deux mille seize et le vingt quatre juin à 10 heures, au siège social, les associés de la société « AIT INVEST », société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros divisé en 1.000 actions de

1 euro, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation du président.

Etaient présents :

- Monsieur Djaffar AIT MADI	
Titulaire de	200 actions
- Madame Feta AIT MADI	
Titulaire de	200 actions
- Mademoiselle Lydia AIT MADI	
Titulaire de	200 actions
- Mademoiselle Katia Sonia AIT MADI	
Titulaire de	200 actions
- Monsieur Salah AIT MADI	
Titulaire de	200 actions
Total des actions	1.000 actions

Il est dressé une feuille de présence qui est signée par chaque membre de l'assemblée.

L'assemblée est présidée par Monsieur Djaffar AIT MADI, président.

Le tout conformément aux statuts.

Le président constatant la présence des associés prend acte que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Enregistré à : SIE DISSY-LES-MOULINEAUX
Le 24/06/2016 Bordereau n°2016/864 Case n°13
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent administratif des finances publiques

Carte de l'Etat
Agent des finances publiques

Ext 5611

Monsieur le président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1° - Rapport du président,
- 2° - Rapports du commissaire aux apports,
- 3° - Approbation de l'apport consenti à la société, de son évaluation et de sa rémunération,
- 4° - Augmentation du capital social par voie d'apport de droits sociaux,
- 5° - Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- 8° - Modifications corrélatives des statuts,
- 9° - Autorisation pour établissement d'une convention d'animation,
- 10° - Autorisation pour établissement de conventions de prestations de services,
- 10° - Pouvoirs pour formalités,
- 11 - Questions diverses.

Le président dépose sur le bureau et présente à l'assemblée :

- 1° - la feuille de présence revêtue de la signature des associés, du président et du directeur général,
- 2° - le rapport du président,
- 3° - le rapport du commissaire aux apports,
- 4° - le projet des résolutions.

Le président déclare que tous les documents, devant d'après la législation des sociétés commerciales être communiqués aux associés, ont été tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'assemblée.

Lecture est donnée du rapport du président, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Puis, le président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date du 25 Mai 2016 à BOULOGNE BILLANCOURT aux termes duquel Monsieur Djaffar AIT MADI fait apport à la société des titres qu'il détient dans les sociétés suivantes, savoir :

- AFCI : 470 actions numérotées de 26 à 495

Lesdites actions étant évaluées à 20.800 € par action, soit un montant global de 9.776.000 €.



➤ **RESSOURCES FORMATION : 495 parts sociales numérotées de 1 à 495**

Lesdites parts sociales étant évaluées à 12.434 € par part sociale, soit un montant global de 6.154.830 €.

- du rapport de la SARL EVRYENNE D'AUDIT, représentée par Monsieur Marc TETU, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés en date du 15 mai 2016.

Approuve ces apports aux conditions stipulées à l'acte d'apport et les évaluations qui ont été faite.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du contrat d'apport et du rapport du président, déclare approuver dans toutes ses dispositions ledit contrat et décide à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution, d'augmenter le capital de 15.930.830 euros pour le porter de 1.000 euros à 15.931.830 euros, au moyen de la création de 15.930.830 actions nouvelles de 1 euro chacune, entièrement libérées, à raison d'une action AFCI pour 20.800 actions AIT INVEST, et à raison d'une part sociale RESSOURCES FORMATION pour 12.434 actions AIT INVEST, apportées et attribuées à Monsieur Djaffar AIT MADI.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constate, par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, que l'augmentation de capital qui en résulte est définitivement réalisée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :



Article 6. – Apports

Il a été apporté à la société :

a) Lors de sa constitution

Une somme en numéraire de 1.000 €

b) Lors de l'augmentation de capital du 24 Juin 2016

Une somme de 15.930.830 €

Au moyen de l'apport effectué par Monsieur Djaffar AIT MADI
pour 470 actions numérotées de 26 à 495 de la société AFCI
et de 495 parts sociales numérotées de 1 à 495
de la société RESSOURCES FORMATION

Total des apports 15.931.830 €
=====

Article 7. – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de quinze millions neuf cent trente et un mille huit cent trente euros (15.931.830 €) divisé en 15.931.830 actions d'un euro (1 €) chacune de nominal, numérotées de 1 à 15.931.830.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve la convention d'animation entre la société AIT INVEST et les sociétés AFCI et RESSOURCES FORMATION qui sera signée à l'issue de cette assemblée et donne tous pouvoirs à son président pour signer ladite convention.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve les conventions de prestations de service entre la société AIT INVEST et les sociétés AFCI et RESSOURCES FORMATION qui seront signées à l'issue de cette assemblée et donne tous pouvoirs à son président pour signer lesdites conventions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



SEPTIEME RESOLUTION

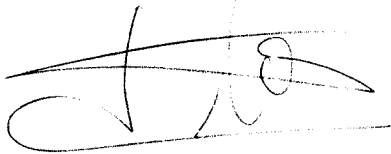
L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

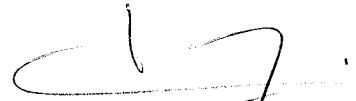
Rien n'étant plus à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès verbal qui a été signé par les associés et le président présents à l'assemblée après lecture.

Mr Djaffar AIT MADI



Mme Feta AI MADI



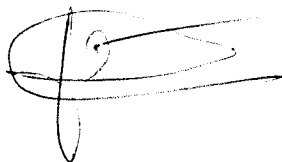
Mme Katia Sonia AIT MADI



Mr Salah AIT MADI



Mme Lydia AIT MADI



CONTRAT D'APPORT DE TITRES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Djaffar AIT MADI né le 5 Décembre 1957 à AIN EL HAMMAM (ALGERIE), de nationalité française, marié à Madame Feta BOUDENE, à TIZI OUZOU (Algérie), le 8 Juin 1982, sans faire précéder leur union d'un contrat de mariage ou de tout autre acte en tenant lieu, suivant déclaration de loi applicable reçue par Me Pascal JULIEN SAINT-AMAND, le 10 mai 2012, les époux ont déclaré vouloir soumettre l'intégralité de leurs relations juridiques et financières à la loi française, et adopter le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, et demeurant ensemble à PARIS (75016) 45, rue Claude Terrasse,

Ci-après dénommés « l'apporteur »

ET

La Société AIT INVEST, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est 97 Ter rue de Bellevue 92100 BOULOGNE BILLANCOURT immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le n° 818.931.750, représentée par son Président Monsieur Djaffar AIT MADI,

Ci-après dénommée « la société bénéficiaire »

Préalablement à la convention d'apport de titres faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit :

EXPOSE

I – Caractéristiques des sociétés dont les titres sont apportés

Le soussigné de première part détient respectivement dans chacune des sociétés suivantes:

-Société AFCI :

Monsieur Djaffar AIT MADI détient 475 actions numérotées de 26 à 500

La Société AFCI est une société par actions simplifiée, dont l'objet, tel qu'indiqué au registre du commerce et des sociétés est :

La Société a pour objet, en tous pays, de développer des actions de formation et de conseils en insertion. Elle aura pour client tous les demandeurs de formation en tous pays et en toutes formations tant techniques, professionnelles et en langue. AFCI fera également du conseil en entreprise et développera la formation continue. Elle interviendra aussi auprès des organismes d'état et institutionnels pour différents types de formation selon leur demande.



Ainsi que toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité, ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, et ce en tous pays.

Son siège social est 97 Ter rue de Bellevue 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

Sa durée est de 99 ans à compter du 26 Octobre 1993.

Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le n° 392.975.637.

Son capital s'élève à 7.622,45 euros et est divisé en 500 actions de 15,24 euros chacune.

Elle est propriétaire du fonds de commerce qu'elle exploite pour l'avoir créé le 26 Octobre 1993.

-Société RESSOURCES FORMATION:

Monsieur Djaffar AIT MADI détient 500 parts sociales numérotées de 1 à 500

La Société RESSOURCES FORMATION est une société à responsabilité limitée, dont l'objet, tel qu'indiqué au registre du commerce et des sociétés est :

La Société a pour objet, en tous pays, de développer des actions de formation et de conseil. Elle aura pour client tous les demandeurs de formation générale, technique et/ou professionnelle. Ressources Formation fera également du conseil en entreprise et développera la formation continue. Elle interviendra aussi auprès des organismes d'Etat, collectivités territoriales et autres institutionnels pour différents types de formation, selon leur demande. Ressources Formation réalisera toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité, ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, et ce en tous pays.

Son siège social est 147-149 rue Belliard 75018 PARIS.

Sa durée est de 99 ans à compter du 25 Octobre 2004.

Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le n° 479.142.119.

Son capital s'élève à 7.622 euros et est divisé en 500 parts sociales de 15,24 euros chacune.

Elle est propriétaire du fonds de commerce qu'elle exploite pour l'avoir créé le 25 Octobre 2004.

II – Motifs et buts de l'apport de titres

La société AIT INVEST est un holding qui a notamment pour objet l'animation de ses filiales.

L'objectif est qu'elle puisse détenir la majorité absolue du capital de chacune des sociétés.

La concentration des droits de vote des filiales sur le holding permet ainsi d'organiser au mieux la pérennité des sociétés RESSOURCES FORMATION et AFCI au sein du groupe familial constitué de Monsieur et Madame AIT MADI et de leur trois enfants Mademoiselle Lydia, Monsieur Salah et Mademoiselle Katia Sonia AIT MADI.



III – Méthode d'évaluation

-AFCI

La valeur des titres a fait l'objet d'une évaluation établie par le cabinet AGCC NATION le 31 mars 2016.

Cette évaluation a été faite notamment sur la base des bilans clos au 31 décembre 2013, 2014 et 2015 faisant apparaître un résultat d'exploitation de 494 890 €.

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

-RESSOURCES FORMATION

La valeur des titres a fait l'objet d'une évaluation établie par le cabinet AGCC NATION en avril 2016.

Cette évaluation a été faite notamment sur la base des bilans clos au 31 décembre 2013, 2014 et 2015 faisant ressortir un résultat d'exploitation de 262.178 €.

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Chapitre I – Description et évaluation des apports

Par les présentes, Monsieur Djaffar AIT MADi fait apport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, à la société AIT INVEST, ès qualités, de :

- 470 actions de la société AFCI, numérotées de 26 à 495,

Cet apport évalué à 9.776.000 euros, soit 20.800 euros pour chacune des actions apportées, représente 94 % du capital de la société AFCI.

- 495 parts sociales de la société RESSOURCES FORMATION, numérotées de 1 à 495,

Cet apport évalué à 6.154.830 euros, soit 12.434 euros pour chacune des parts sociales apportées, représente 99 % du capital de la société RESSOURCES FORMATION.

Soit un apport global d'un montant de 15.930.830 €, comprenant l'apport des titres des deux sociétés.

La société AIT INVEST aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par les assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des sociétés.

Elle en aura la jouissance à compter du même jour.

Chapitre II – Rémunération des apports

Les apports ci-dessus décrits, évalués à la somme globale de 15.930.830 euros, sont consentis, nets de tout passif, et moyennant l'attribution à l'apporteur de 15.930.830 actions nouvelles de 1 euro chacune, de la

société AIT INVEST, à créer par cette dernière, à titre d'augmentation de son capital social, pour un montant de 15.930.830 euros, à raison de :

-20.800 actions de la société AIT INVEST pour 1 action de la société AFCI

-12.434 actions de la société AIT INVEST pour 1 part sociale de la société RESSOURCES FORMATION.

Ces 15.930.830 actions nouvelles seront attribuées en totalité à Monsieur Djaffar AIT MADI.

Ces 15.930.830 actions nouvelles porteront jouissance à la date de l'augmentation de capital et seront, à tous égards, assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôt, en sorte que toutes les actions de même nature sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou tout remboursement effectué pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Chapitre III – Absence de prime d'apport

Compte tenu de la date de constitution d'AIT INVEST et de la date d'effet de l'opération d'apport des titres des sociétés AFCI et RESSOURCES FORMATION par Monsieur Djaffar AIT MADI, il n'y a pas lieu de constater de différence entre d'une part, la valeur globale de l'apport des titres des sociétés susvisées, soit 15.930.830 euros, et d'autre part, la valeur nominale des actions effectivement créées à titre d'augmentation du capital par la société AIT INVEST, soit 15.930.830 euros, et en conséquence la constitution d'une quelconque prime d'apport.

Chapitre IV – Conditions suspensives

Le présent apport de titres est soumis aux conditions suspensives suivantes :

- approbation desdits apports par l'assemblée générale extraordinaire de la société AIT INVEST, statuant au vu du rapport du commissaire aux apports, contenant appréciation de la valeur desdits apports et des avantages particuliers éventuels.

- agrément de la société AIT INVEST dans la société RESSOURCES FORMATION :

Chapitre V – Déclarations générales

Monsieur Djaffar AIT MADI déclare :

- que les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime, qu'ils sont de libre disposition et ne sont grevés d'aucune inscription, notamment de nantissement ;

- que la société AFCI dont 470 actions numérotées de 26 à 495, sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable ;



-que la société RESSOURCES FORMATION dont 495 parts sociales numérotées de 1 à 495, sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable ;

Monsieur Djaffar AIT MADI déclare en outre que les titres apportées dépendent de la communauté de biens existant entre lui et son conjoint, Madame Feta AIT MADI, qui intervient aux présentes et consent expressément à la réalisation desdits apports.

Monsieur Djaffar AIT MADI, président de la société AIT INVEST, déclare au nom de ladite société, avoir eu connaissance des opérations réalisées par les sociétés AFCI et RESSOURCES FORMATION depuis le début de l'exercice en cours et que ces opérations ne semble pas pouvoir modifier l'évaluation des droits sociaux apportés.

Chapitre VI – Déclarations fiscales

Droits d'enregistrement

Le présent apport est soumis au régime de droit commun des apports et sera enregistré au droit fixe prévu par la loi.

- Pour les titres apportés par Monsieur Djaffar AIT MADI

Les parties déclarent que la présente opération est susceptible de bénéficier du report d'imposition des plus-values d'apport de titres prévu à l'article 150-0 B ter du code général des impôts dans la mesure où l'apport, par Monsieur Djaffar AIT MADI de 470 actions de la société AFCI et 495 parts sociales de la société RESSOURCES FORMATION à la société AIT INVEST, est réalisé en France à une société soumise à l'impôt sur les sociétés et que cette société est contrôlée par l'apporteur. Cette dernière condition est appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par l'apporteur à l'issue de l'opération d'apport.

Le report d'imposition prendra fin et deviendra imposable au titre de l'année en cours de laquelle interviendra l'un des événements décrits à l'article 150-0 B ter précité.

Chapitre VII – Dispositions diverses

I – Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport de titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société AIT INVEST.

II – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et pour toutes significations et notifications, Monsieur Djaffar AIT MADI fait election de domicile à son domicile respectif et la société AIT INVEST en son siège social.

III – Pouvoirs

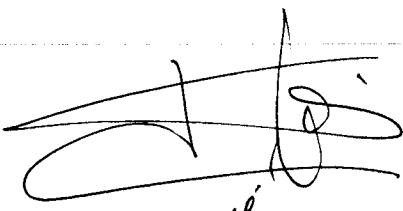
Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :



- aux soussignés, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'apport, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

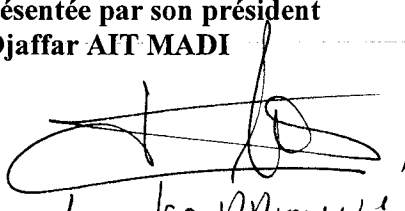
Fait à BOULOGNE BILLANCOURT
Le 25 Mai 2016

(1) Mr Djaffar AIT MADI


lu et approuvé

(1) AIT INVEST

Représentée par son président
Mr Djaffar AIT MADI


lu et approuvé

(2) Mme Feta AIT MADI
Conjoint commun en biens


lu et approuvé

(1) Signature précédée de la mention manuscrite : « lu et approuvé »

(2) Signature précédée de la mention manuscrite : « bon pour accord – lu et approuvé »

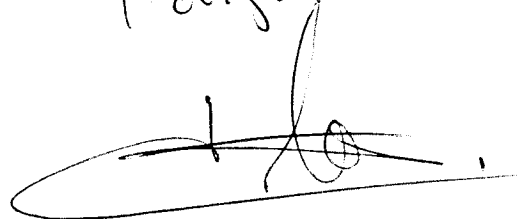
AIT INVEST

Société par Actions Simplifiée au capital de 15.931.830 euros
Siège social : 97 Ter rue de Bellevue
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
R.C.S. NANTERRE 818 931 750

-:

STATUTS

(Mis à jour suite aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire
en date du 24 Juin 2016)

*Certifié conforme à
l'original.*


M

Article premier. – Forme

La société est une société par actions simplifiée régie par les articles L227-1 à L227-20 du code du commerce et par les présents statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

La société fonctionne indifféremment sous la même forme sociale avec un ou plusieurs associés.

Article 2. – Objet

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Holding animateur, la prise de participation dans toutes sociétés, opérations, entreprises, établissements ou groupements ayant un caractère commercial, financier, industriel ou immobilier, leur création, la participation à leur constitution ou à leur augmentation de capital, leur commandite, la gestion du portefeuille de participations et de valeurs mobilières ainsi constitué et toutes opérations y afférentes.

- l'organisation, le financement, le marketing, l'étude, la mise en valeur, la direction, la gérance et plus globalement l'animation des sociétés filiales caractérisée notamment par la conduite de la stratégie générale et des orientations fondamentales du groupe ainsi que l'élaboration d'une politique d'exploitation et de développement de ces dernières.

- toutes prestations de services de nature technique, commerciale, administrative, comptable, financière, juridique, immobilière ou de toute autre nature, conseils et assistance de gestion à toutes affaires ou entreprises commerciales, financières, industrielles ou immobilières ou à toutes personnes.

- l'acquisition, la prise à bail, la location avec ou sans promesse de vente, la construction et l'exploitation, la propriété, la gestion, la vente de tous immeubles, usines, ateliers, bureaux et locaux.

- la prise d'exploitation, l'achat, la vente, la location, l'attribution de tous brevets, marques ou licences concernant ces activités.

- pour réaliser cet objet, la société pourra prendre une participation dans toutes sociétés ou tous groupements français ou étrangers ayant un objet similaire ou de nature à développer les affaires sociales.

et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 3. – Dénomination

La dénomination sociale est : **AIT INVEST**



Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4. – Siège social

Le siège social est fixé au 97 Ter rue de Bellevue – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, et en tout autre lieu par décision de la collectivité des associés statuant dans les conditions visées à l'article 18-1 ci-après.

Article 5. – Durée

La société a une durée de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6. – Apports

Il a été apporté à la société :

a) Lors de sa constitution

Une somme en numéraire de 1.000 €

b) Lors de l'augmentation de capital du 24 Juin 2016

Une somme de 15.930.830 €

Au moyen de l'apport effectué par Monsieur Djaffar AIT MADI
pour 470 actions numérotées de 26 à 495 de la société AFCI
et de 495 parts sociales numérotées de 1 à 495
de la société RESSOURCES FORMATION

Total des apports 15.931.830 €
=====

Article 7. – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de quinze millions neuf cent trente et un mille huit cent trente euros (15.931.830 €) divisé en 15.931.830 actions d'un euro (1 €) chacune de nominal, numérotées de 1 à 15.931.830.



Article 8. – Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

Article 9. – Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en comptes « nominatifs purs » ou « nominatifs administrés ».

Article 10. – Cession des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

En cas de pluralité d'associés :

1. Agrément. Prémption.

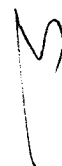
Sont libres les cessions d'actions par un associé à une société, que celui-ci contrôle, directement ou indirectement, à plus de 50 % du capital ou des droits de vote.

Toutes autres cessions d'actions, même entre associés, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à agrément de la majorité des droit de vote et ouvre un droit de prémption dans les conditions ci-après. Il en est de même en cas d'apports en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au Président et à chacun des associés le projet de cession, par lettre recommandée simple indiquant la dénomination sociale, la forme, le montant du capital, le siège et le RCS du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque associé bénéficie d'un droit de prémption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification au cédant et au Président au plus tard dans le mois de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de quinze jours ci-dessus, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.



Si, dans une cession, le droit de préemption des associés n'absorbe pas la totalité des actions concernées, la société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire d'un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

A défaut d'exercice de leurs droits de préemption par les titulaires ci-dessus, et dans les délais prévus, la cession projetée peut être réalisée mais seulement au prix et conditions contenus dans la notification visée ci-dessus, le non-exercice du droit de préemption valant agrément du cessionnaire.

2. Il ne pourra être procédé au virement des actions du compte du cédant au compte du cessionnaire qu'après justification par le cédant du respect de la procédure de préemption.

Toute cession effectuée en violation des clauses ci-dessus est nulle. En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai de un mois à compter de la révélation à la société de l'infraction, et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'il ait été procédé à ladite cession.

Article 11. – Décès d'un Associé

En cas de décès de l'un des associés, la société continuera avec les seuls associés survivants ; les héritiers légaux et le conjoint survivant de l'associé ne pourront revendiquer la qualité d'associé pour tout ou partie.

La valeur des parts est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du code civil ; les frais d'expertise sont à la charge de la société.

La société dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date d'acceptation par les parties de la valeur des parts ou, à défaut d'accord amiable, de la notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception du rapport de l'expert fixant cette valeur pour rembourser les ayants droit de l'associé décédé, sous réserve que ceux-ci justifient de leur qualité d'héritiers ou de bénéficiaires de la valeur des actions.

Article 12. – Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2., Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront



exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13. – Président

1. Nomination

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. La collectivité des associés élit le Président, personne physique ou personne morale, associée ou non. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux-mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

2. Pouvoirs du Président

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux associés et des limitations de pouvoir du Président édictées par décision distincte des associés, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social de la société.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits définis par l'article L. 2323-62 à L. 2323-66 du Code du travail.

3. Durée des fonctions – démission d'office

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective des associés dans les conditions visées à l'article 18.1 ci-après pour une durée fixée lors de sa nomination ou de son renouvellement. Cette durée peut être illimitée.

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision collective des associés dans les conditions visées à l'article 18.1 ci-après sans que ceux-ci aient à justifier d'un motif quelconque, et sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le Président personne morale sera réputé démissionnaire d'office au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à son encontre.



4. Rémunération du Président

Les modalités de détermination et de règlement de la rémunération du Président sont fixées par décision collective des associés dans les conditions visées à l'article 18.1 ci-après.

Le Président a droit au remboursement des frais qu'il expose dans le cadre de son mandat.

Article 14. – Directeur général

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés, dans les conditions visées à l'article 18.1 ci-après, peut nommer un Directeur général, personne physique ou morale, associée ou non. L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au Directeur général sont déterminées par les associés en accord avec le Président.

Le Directeur général est révocable à tout moment, selon les modalités et formes prévues pour sa nomination.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Les modalités de détermination et de règlement de la rémunération du Directeur général sont fixées par décision collective des associés dans les conditions visées à l'article 18.1 ci-après.

Le Directeur général a droit au remboursement des frais qu'il expose dans le cadre de son mandat.

Le Directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

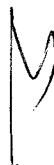
Article 15. – Conventions entre la société et les dirigeants

1. Le Commissaire aux comptes ou s'il n'en a pas été désigné, le Président de la société présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à un pourcentage défini à l'article 227-10 du Code de Commerce ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

A cette fin, le Président et tout intéressé doivent aviser le Commissaire aux comptes des conventions intervenues, dans le délai d'un mois de la conclusion desdites conventions.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux de l'exercice écoulé, l'associé intéressé prenant part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.



2. Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, par le Président et tout intéressé, au plus tard le jour de l'arrêté des comptes par l'organe habilité.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

3. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la société.

Article 16. – Commissaires aux comptes

Si la société remplit les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle vient à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par les associés.

Article 17. – Décisions prises par décisions collectives des associés

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- nomination du Président, renouvellement de ses fonctions et révocation,
- nomination du Directeur général, renouvellement de ses fonctions et révocation,
- nomination des Commissaires aux comptes, renouvellement de leurs fonctions et révocation,
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat au vu du rapport du Commissaire aux comptes dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice,
- modification des statuts, notamment, augmentation, réduction ou amortissement du capital social, fusion, apport en nature, scission, transformation, dissolution, ainsi que toute autre décision visée aux présents statuts,
- émission d'obligations ordinaires ou donnant accès au capital social,
- création d'un conseil de surveillance et nomination et révocation de ses membres.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.



Article 18. – Modes de délibérations

18.1. Majorité

Opérations requérant l'unanimité

Les décisions emportant adoption ou modification des clauses statutaires prévoyant l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion d'un associé par cession forcée de ses actions et la suspension des droits non pécuniaires dans les cas prévus par la loi, ne peuvent être valablement prises qu'à l'unanimité des associés.

Les articles L. 227-13 à 227-19 du Code de Commerce ne sont pas applicables aux sociétés ne comprenant qu'un seul associé.

Autres décisions

Les autres décisions collectives sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital si la décision est prise en assemblée générale, et à l'unanimité si elle est prise par acte sous seing privé.

18.2. Règles de délibérations

Les décisions de la collectivité des associés sont prises sur l'initiative du Président, d'un associé ou du conseil de surveillance. En cas de pluralité d'associés, ceux-ci prennent leur décision soit en assemblée réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, soit par consultation écrite, soit par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle).

Les Commissaires aux comptes ou un mandataire de justice peuvent également convoquer l'assemblée des associés dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

Assemblées d'associés

Les associés se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours au moins avant la tenue de l'assemblée. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés ou en cas de renonciation expresse de tous les associés au respect de ce délai de quinze jours.

L'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation ou un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par toute personne désignée à cet effet. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou télex. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.



Il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 pour les sociétés anonymes.

Consultation écrite

Les associés disposent d'un délai maximal de dix (10) jours à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de décisions pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est formulé pour chaque décision par les mots « oui » ou « non » sous le texte de chacune des décisions proposées.

La réponse dûment datée et signée par chaque associé est adressée à la personne qui a pris l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

Une décision est considérée comme adoptée si elle a été approuvée dans les conditions visées au paragraphe 18.1 ci-dessus. Dans ce cas, elle prend effet à la date à laquelle l'approbation de la décision dans les conditions susvisées est acquise.

Délibérations par voie de téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle)

Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, la personne ayant pris l'initiative de la consultation établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès verbal de la séance comportant les indications figurant à l'article 18 ci-après.

La personne ayant pris l'initiative de la consultation en adresse une copie par télécopie ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans les meilleurs délais, après signature, par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve. En cas de mandat, une preuve des mandats lui est également envoyée avant l'ouverture des délibérations par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès verbal aux associés et les copies en retour signées les associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Une décision est considérée comme adoptée si elle a été approuvée dans les conditions prévues au paragraphe 18.1 du présent article.

Elle est réputée prise au siège social.

Article 19 – Procès verbaux et feuille de présence

Une feuille de présence à l'assemblée est émarginée par les associés présents et les mandataires. Les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance sont annexés à cette feuille de présence qui est certifiée exacte par le Président de séance.



Les décisions collectives des associés, quel que soit le mode de délibération, sont constatées par des procès verbaux signés par le Président de séance ou un associé et retranscrits sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles et numérotées dans les conditions prévues pour les procès verbaux des assemblées d'actionnaires de sociétés anonymes. Ces feuilles ou registres sont tenus au siège social de la société et sont certifiés conformes par le Président ou un associé.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les procès verbaux devront indiquer le mode de délibération, la date de délibération, le nom des associés présents, représentés ou absents et toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, le cas échéant le nom du Président de séance ainsi que le texte des résolutions, et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption, abstention ou rejet).

Les copies ou extraits des procès verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un associé ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

Article 20. – Information des associés

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.
2. Tout associé peut demander que lui soit communiqué, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Article 21. – Exercice social

Chaque exercice social commence le premier juillet et se termine le trente juin de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour du début des opérations sociales et le trente juin deux mille dix sept.

Article 22. – Comptes annuels

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23. – Résultats sociaux

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des associés décide d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.



La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 24. – Comité d'entreprise

Un comité d'entreprise pourra être créé si les conditions légales et réglementaires sont réunies.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Le comité d'entreprise sera informé de la date de toute réunion des associés en assemblée par un avis qui lui sera adressé par le Président huit jours avant l'envoi des lettres de convocation des associés à l'assemblée.

Le comité d'entreprise peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés.

Cette demande est adressée par le comité d'entreprise par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cinq jours de l'avis sus mentionné au siège de la société et sera accompagnée des projets de résolutions et d'un bref exposé des motifs. Les projets de résolutions doivent obligatoirement être limités à la nature de l'assemblée qui doit être convoquée.

Le Président de la société devra, sans délai, accuser réception des projets de résolutions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les projets sont inscrits à l'ordre du jour et soumis au vote des associés.

Les représentants du comité d'entreprise peuvent assister aux assemblées. Ils doivent à leur demande être entendus préalablement au vote de toute résolution requérant l'unanimité des associés.

Article 25. – Dissolution - liquidation

La société est dissoute à l'expiration du terme ou de l'objet social fixé par les statuts, sauf prorogation par décision des associés délibérant collectivement.

La dissolution de la société peut également être prononcée dans les conditions du droit commun applicables aux sociétés anonymes dans le cas où les capitaux propres de la société deviendraient inférieurs à la moitié du montant du capital social.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.



En cas de pluralité d'associés, ces derniers délibérant collectivement règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation » ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Article 26. – Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa dissolution ou liquidation entre les associés et la société ou entre les associés eux-mêmes, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le Président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de trois mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.

Article 27. – Engagements pour le compte de la société

1. Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés, ledit état ci-annexé.

2. Les soussignés donnent mandat à Monsieur Djaffar AIT MADI à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la société en formation.

Et d'une façon générale, effectuer toutes opérations commerciales courantes, nécessaires au fonctionnement de la société notamment l'acquisition de matériel, mobilier, agencements et installations nécessaires à l'exploitation, l'embauche du personnel, l'ouverture de comptes bancaires ou postaux, etc...

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par elle desdits engagements.



Article 28. – Désignation du premier Président

Monsieur Djaffar AIT MADI demeurant 45 rue Claude Terrasse – PARIS (75016) est nommé premier Président de la société pour une durée indéterminée.

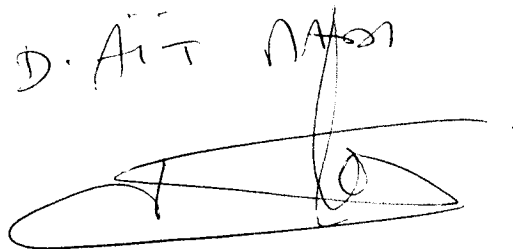
Monsieur Djaffar AIT MADI déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire aux conditions prescrites par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président.

Article 29. – Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

AGE du 24 Juin 2016 ayant décidé de l'augmentation de capital par apport en nature et ayant modifié les articles 6 et 7

D. AIT MADI

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. AIT MADI', with a large, stylized flourish underneath.